

DANS L'ACTUALITE du 21 au 24 novembre 2014

Textes officiels

JORF n° 0270 du 22 novembre 2014

Législation des transports

[Ordonnance n° 2014-1380 du 21 novembre 2014 rapprochant la législation des transports applicable à Mayotte de la législation applicable en métropole et portant adaptation au droit européen de la législation des transports applicable à Mayotte](#)

L'arrêté du 4 juin 2013 du ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie (NOR : DEVR1314930A) est annulé

[Décision n° 371413 du 14 novembre 2014 du Conseil d'Etat statuant au contentieux](#)

Projet de loi / Proposition de loi

Procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise

[Le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique a présenté un projet de loi ratifiant l'ordonnance n° 2014-811 du 17 juillet 2014 relative à la procédure intégrée pour l'immobilier d'entreprise.](#)

Source : Conseil des ministres du 20/11/2014

Avant-projet de loi Macron

[Projet de loi pour l'activité et la croissance, qui doit être présenté en décembre en Conseil des ministres](#)

Source : fnuja.com du 17/11/2014

Jurisprudence

Qualification de marché public

[CE 14 novembre 2014 Syndicat mixte d'étude, d'aménagement et de gestion de la base de plein air et de loisirs de Cergy-Neuville \(SMEAG\), req. n° 373156](#)

Les acquéreurs d'un terrain, devenu par la suite inconstructible, ne peuvent plaider leur ignorance d'une enquête publique liée à la révision du plan de prévention des risques naturels d'inondation, en cours lors de la vente

[C. cass, 3^e ch. 13 novembre 2014, pourvoi n° 13-24027](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

La Lettre de la DAJ n° 176 est parue

[Une nouvelle étape pour l'ESS](#)

Source : DAJ du 20/11/2014

Urbanisme

Le Sénat adopte les mesures de relance du logement

[Le Sénat, à droite depuis septembre, a adopté samedi 22 novembre les mesures du budget 2015 concernant le plan de relance en faveur du logement rendu public par Manuel Valls en août.](#)

Source : le Moniteur du 24/11/2014

Avant-projet de loi Macron : l'AMF dénonce la "remise en cause des règles du jeu" sur le PLUi

L'Association des maires de France s'oppose aux nouveaux changements apportés par l'avant-projet de loi Macron aux modalités de transfert aux intercommunalités de la compétence sur les plans locaux d'urbanisme, qui avaient été longuement débattues dans le cadre de la loi Alur. Les élus s'offusquent de l'absence de concertation et estiment aussi que de telles modifications constituent un "cavalier législatif" dans un texte dont l'objectif est la croissance et l'activité.

Source : localtis.info du 20/11/2014

Projet de loi Macron : une prime à la distribution ?

Censé lutter contre la rente de la distribution, le projet de loi d'Emmanuel Macron, qui sera présenté en Conseil des ministres le 10 décembre, pourrait se révéler être une prime pour les grandes enseignes.

Source : localtis.info du 18/11/2014

Environnement

Nul n'est censé ignorer l'enquête publique

Faisant écho au célèbre adage "nul n'est censé ignorer la loi", la Cour de cassation vient, par un arrêt du 13 novembre dernier, de considérer que les habitants d'une commune "ne pouvaient ignorer l'enquête publique ordonnée dans le cadre de la révision du plan de prévention des risques naturels d'inondation [PPRNI]".

Source : localtis.info du 21/11/2014

Collectivité territoriale

L'espace public libéré de la publicité à Grenoble

La fin du contrat qui lie JCDecaux à la Ville de Grenoble marque la disparition des panneaux publicitaires dans la Ville.

Source : le Moniteur du 24/11/2014

Les orientations des contrats de plan État-régions 2015-2020

[Le Premier ministre et la ministre du logement, de l'égalité des territoires et de la ruralité ont présenté les orientations des contrats de plan Etat-régions pour la période 2015-2020.](#)

Source : conseil des ministres du 20/11/2014

Vu dans les revues

AJDA n° 39-2014 du 24 novembre 2014 p. 2265, *Le juge du référé précontractuel et la protection des droits exclusifs (TA Paris, 16 avril 2014)*, par Rémi Bonnefont

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 148 – novembre 2014 p. 21, *Dossier : L'accès des PME à la commande publique*

- p. 41, *Compléter les offres après leur remise : vers davantage de souplesse ?*, par Philippe Proot

Contrats publics – Actualités MoniteurJuris n° 148 – novembre 2014 p. 71, *L'urgence à suspendre l'exécution d'un contrat : une condition difficile à démontrer pour un candidat évincé*, par Anne-Margaux Halpern

Le Courrier des maires n° 284 – novembre 2014 p.43, *Contrat de partenariat : l'appréciation de la condition de complexité*, par Emmanuelle Bénoit

Le Courrier des maires n° 284 – novembre 2014 p.60, *Le contentieux des comptes de campagnes*, par Philippe Bluteau

La gazette des communes n° 44/2246 du 24 novembre 2014 p.11, *Le PLU intercommunal revient de façon cavalière*, par Delphine Gerbeau

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 47 - 24 novembre 2014, 2327, *Contrats des personnes publiques et exception d'inexécution : l'utile clarification*, par Salim Ziani

La Semaine Juridique Administrations et Collectivités territoriales n° 47 - 24 novembre 2014, 2330, *L'évolution du contentieux des contrats administratifs : à quand l'acte IV ?*, par Élise Langelier

Presse

Grenoble renonce à ses panneaux publicitaires

[La ville désormais administrée par un maire écologiste n'a pas reconduit son contrat avec le groupe d'affichage et de mobilier urbain JC Decaux.](#)

Source : les Echos du 24/11/2014

France : Cambadélis critique le projet de loi Macron

[Le premier secrétaire du Parti socialiste, Jean-Christophe Cambadélis, a critiqué dimanche le futur projet de loi d'Emmanuel Macron, jugeant trop importante l'augmentation du nombre de dimanches lors desquels il sera possible de travailler.](#)

Source : les Echos du 23/11/2014

Loi Macron : un texte fourre-tout pour doper l'économie

[Professions réglementées, travail le dimanche, justice prud'homale, épargne salariale, Transport par autocar... avec son projet de loi pour «l'égalité des chances économiques», Emmanuel Macron compte déverrouiller l'activité.](#)

Source : les Echos du 20/11/2014

Projet de loi Macron: sept mesures phares pour l'entreprise (et le salarié)

[Le projet de loi pour l'activité sera présenté à la fin de l'année 2014. Mais une version quasi finalisée a déjà fuité. Voici, dans les grandes lignes, ce qui pourrait changer le quotidien des entreprises.](#)

Source : lentreprise.lexpress.fr du 20/11/2014

La justice annule le Schéma régional éolien de la région Ile-de-France

[Validé par arrêté préfectoral en septembre 2012, ce schéma a été annulé par le Tribunal administratif de Paris, annonce jeudi la Fédération Environnement Durable.](#)

Source : les Echos du 20/11/2014